

Retrait de la Minusma : 30% du personnel international a déjà quitté le territoire malien

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes **MERCREDI 06 SEPTEMBRE 2023**

1420

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Ben le Cerveau en prison

A qui le tour maintenant ?



Aide alimentaire : Moscou offre des céréales à six pays, dont le Mali



Protection civile : Acquisition de 43 véhicules



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P. 11



P. 14



P. 19



UNE

Ben le Cerveau en prison : A qui le tour maintenant ?

P. 5

BREVES

Dialakoroba : Une attaque terroriste déjouée par les FAMa

P. 10

Remise des camps de la Minusma aux forces maliennes : Les regards braqués sur le cas de Kidal

P. 10

Blocus sur Tombouctou : Plus de 33 000 personnes ont fui leur commune

P. 11

France/Niger : Paris discute avec Niamey du retrait d'une partie de ses effectifs et matériels militaires

P. 11

ACTUALITES

Protection civile : Acquisition de 43 véhicules

P. 13

Minusma à Ber : Une mission exaltante malgré les défis

P. 14

L'impact de la MINUSMA à Ménaka : Bilan de fin de la mission

P. 16

POLITIQUE

Retrait de la Minusma : 30% du personnel international a déjà quitté le territoire malien

P. 19

Moussa Traoré : La revanche

P. 21

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Homosexualité à Médina Coura : Les jeunes alertent et mettent en garde

P. 23

INTERNATIONAL

Niger : Dialogue entre Paris et Niamey sur le retrait des militaires français

P. 24

Aide alimentaire : Moscou offre des céréales à six pays, dont le Mali

P. 25

SPORT

Élection à la FEMAFoot : La FIFA avertit contre toute ingérence

P. 26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssef Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO

COMMUNIQUE

Afin d'éviter des perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'ils doivent déposer leurs pièces justificatives d'existence dans les lieux habituels de paiement au plus tard le jeudi 30 novembre 2023.

Pour les retraités :

- * Certificat de vie,
- * Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- * Attestation de non-imposition pour ceux qui gagnent 300 000 FCFA et plus.

Pour les conjoints survivants :

- * Certificat de vie,
- * Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,
- * Certificat de non-remariage.

Pour les rentiers :

- * Certificat de vie,
- * Photocopie de la Carte Nationale d'Identité,

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LE 28 AOÛT 2023

LA DIRECTION GENERALE

CENTRE D'APPEL

• 36 123

CONTACT :

• 20 22 59 17

WEB

dre@inps.ml

tweeter: INPS_Mali



Ben le Cerveau en prison

A qui le tour maintenant ?

Personne n'est désormais à l'abri ni des poursuites ni de la prison pour des propos portant « atteinte au crédit de l'Etat ». Cette incrimination, un peu fourre-tout doit être utilisée avec la plus grande circonspection et prudence tant ses frontières avec la liberté de critique et de pensée sont minces. Il est à souhaiter que l'affaire Ben le Cerveau permette à la justice d'en fixer les contours pour le bien de tous.

Pour l'heure, force est de constater que comme les révolutions qui mangent leurs enfants, la Transition malienne n'est pas tendre avec ses principaux thuriféraires. Issa Kaou N'Djim hier et Ben le Cerveau aujourd'hui en savent quelque chose.

Adama Ben Diarra, connu sous le nom de "Ben le Cerveau", responsable d'une association réputée proche des militaires au pouvoir au Mali, a été placé en garde à vue le lundi 04 Septembre 2023 à Bamako, après avoir appelé au respect de la durée de la transition avant le retour des civils aux commandes.

Adama Ben Diarran, dit "Ben le Cerveau", dirige l'association « Yerewolo-Debout sur les Remparts », qui soutient activement les autorités militaires qui dirigent le Mali depuis le renversement du président Ibrahim Boubacar Keïta le 18 août 2020.

« Yerewolo-Debout sur les Remparts » a été en effet à la pointe des tous toutes les batailles et mobilisations contre la CEDEAO ou pour le départ du Mali de la force Barkhane

puis de la Minusma... D'ailleurs bien avant, le même Ben a été interpellé au plus fort de la lutte du M5-RFP contre l'ancien président IBK.

M. Diarra, pour en revenir à l'actualité, a reçu lundi matin une convocation de la brigade d'investigation judiciaire (BIJ), une unité de la police, à laquelle il a répondu dans l'après-midi, suite à une demande du parquet, a affirmé une source de sécurité proche de la BIJ.

Il a été interrogé à la BIJ pour "atteinte au crédit de l'État", a déclaré cette source sans préciser les faits exacts reprochés à M. Diarra, également membre du Conseil national de transition (CNT), qui fait office d'organe législatif au Mali et a été installé par les militaires.





Il a ensuite été placé en garde à vue à la BIJ lundi soir et a été présenté hier mardi 5 septembre 2023 matin à un procureur de la commune VI de Bamako qui, sans surprise, l'a placé sous mandat de dépôt et fait conduire à la prison civile de Bamako.

Le chef de « Yerewolo-Debout sur les remparts » a appelé les autorités, le 27 août sur une radio privée, à respecter la durée de la transition, après que les militaires se sont engagés devant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à rendre le pouvoir aux civils en mars 2024.

Il a également émis de vives critiques sur la gestion de la junte et a déploré les arrestations opérées, selon lui, par les services de sécurité. Mais pour autant Ben est-il un adversaire du régime au point de porter « atteinte au crédit de l'Etat ? C'est son ami et camarade Kemi Seba, constamment accueilli au plus haut niveau à Bamako qui réponds à cette question « ...Et aujourd'hui parce que Ben a émis certaines réflexions, disant il faut faire attention à ceci ou cela, certains à tort ou à raison ont décidé de prendre Ben en grippe et en disant que Ben, c'est quelqu'un qui peut être un ennemi pour le régime. Ben ce n'est pas un ennemi pour le régime. Le jour où il sera un ennemi pour le régime, il verra que moi, parce que je suis toujours son frère, son ami jusqu'à maintenant, je dirais mon frère ne sois pas un ennemi pour le régime. C'est un projet qui dépasse le

cadre du Mali. Mais il n'est pas dans cette démarche-là. Il accompagne le régime avec des critiques constructives. Ceux qui sont contre lui, parfois c'est les autorités, certains doivent comprendre qu'il n'est pas l'ennemi. L'ennemi c'est le terrorisme qui est entrain de désintégrer ce pays, l'ennemi c'est le colon français qui veut détruire ce pays. Ce n'est pas Ben. Et ceux qui disent que Ben est attaché à l'argent, qu'il est obnubilé par l'argent, c'est des gens qui ne sont pas honnêtes ». L'affaire s'internationalise-t-elle ?

Déjà ici au Mali, parmi les nombreuses voix qui interrogent condamnent l'arrestation de Ben le Cerveau, figurent celle de Etienne Fakaba Sissoko « Tu avais certainement conscience des risques encourus en prenant cette position courageuse pour réclamer ce que nous, depuis de nombreux mois, appelions de nos vœux : l'organisation des élections et le respect de nos engagements

nationaux et internationaux pour mettre fin à la période de transition.

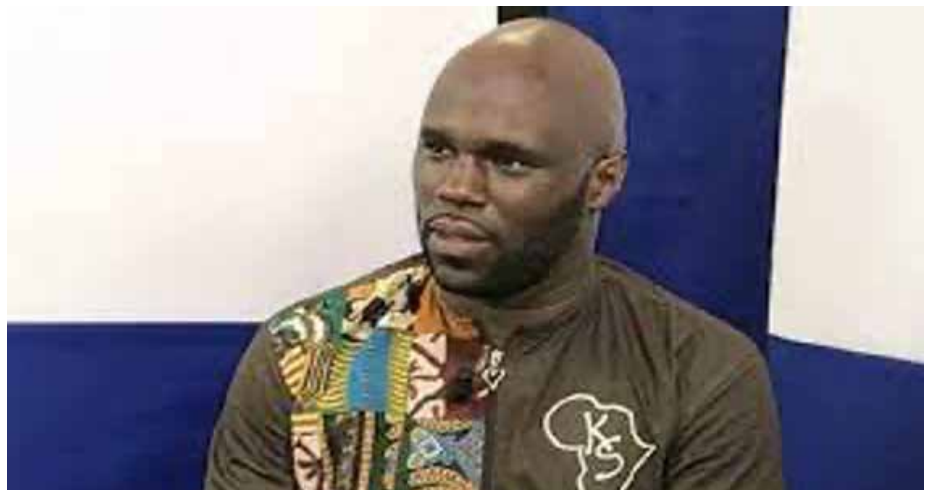
Je tiens à t'exprimer tout mon soutien en ces moments particulièrement difficiles que tu traverses. Ta bravoure et ta détermination en faveur de l'organisation d'élections et du retour à l'ordre constitutionnel sont admirables.

Il est capital que des voix telles que la tienne se joignent à la nôtre pour se faire entendre. Ces voix incarnent la volonté du peuple en quête d'un avenir démocratique et équitable. Les défis qui se dressent sur ta route aujourd'hui ne doivent en aucun cas ébranler ta détermination. Ta lutte en faveur d'un gouvernement transparent et respectueux de la constitution est une noble cause ».

Après l'arrestation de ce fervent défenseur des autorités de la transition, les choses ne semblent plus faciles. Il est désormais clair que personne n'est à l'abri de ce qui se passe. On peut dire sans risque que la transition dévore ses propres enfants, étant donné que Issa Kaou Djim et Adama Diarra, alias "Ben le cerveau", ont été arrêtés au grand dam de leurs partisans.

Mais l'affaire Ben le Cerveau est-elle celle d'une voix étouffée ou d'une épine dans les pieds de la Transition ?

■ Moctar Sow



■ Tahirou J. Bah



Mali : lutte contre la corruption ! Affaire sécuriport

L'ancien ministre des transports sous IBK (paix à son âme) et Président du parti PMTR serait empêché de sortir du pays, son passeport confisqué et sera devant le pôle économique et financier dans les jours à venir

A suivre



■ Youssouf Diallo



Et pourtant j'avais dit de fermer les frontières et de contrôler les motos taxi

■ Fatima Walet Diallo



On vous a prévenu que Allah mettra fin à cette chose bientôt, vous n'avez pas cru mais allons seulement

■ MALI TV



Ménaka | Assassinat d'une personnalité du collège transitoire du cercle de Tidermene en pleine rue par deux hommes en moto.

■ Tahirou J. Bah



Un ancien ministre recherché par la justice malienne pour corruption serait en fuite vers la Guinée. AYA KOUMBÉ

■ Yacouba Cissé



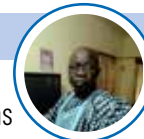
2 poids

2 mesures

À bas l' injustice

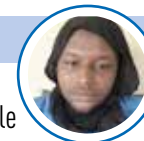
Allah akbar nous avons du chemin à parcourir trop trop de l injustice tue une Nation !!

■ Mahamadou Diakite



L'influenceur du boulevard a eu tort de ne pas exploiter les conseils du guide Ras BATH !!

■ Ras Dial Ras Dial



#Studio_Mali | Mandat de dépôt contre le leader du Mouvement Yèrèwolo Debout sur les Remparts Ben le Cerveau.

Sidiki Kouyaté une figure emblématique de Yèrèwolo parle " je jure sur Allah et nos ancêtres quoiqu'il arrive le dernier mot appartient au peuple. Étant membre du CNT et membre du Yèrèwolo ils ont arrêté Ben comme un terroriste". A déclaré Sidiki Kouyaté.



■ MALI KANU



#Retrait de la #MINUSMA : les policiers bangladais de #Goundam quittent le Mali

Entre mai 2017 et août 2023, une unité de police du Bangladesh a opéré dans un contexte sécuritaire complexe à Goundam, dans la région de région de Tombouctou, pour y sécuriser les populations civiles dans un contexte marqué par la présence de groupes armés terroristes et leurs affrontements pour le contrôle de l'espace.

La #MINUSMA a fermé le camp de #Goundam le 15 août 2023 dans le cadre de la Résolution 2690 du Conseil de #sécurité des Nations unies qui a mis fin au mandat de la Mission le 30 juin 2023, et autorisé son retrait du Mali au 31 décembre 2023.



Mali+ Média.Com



Bamako : Ko, un homme a garé son véhicule et s'est jeté du haut dans le fleuve du 3ème pont, ce matin. Abdoulaye Kone.

Marwane Ben Yahmed



#cotedivoire #elections C'était le grand test et le PPA-CI de Laurent Gbagbo l'a raté. Aucune commune gagnée à Abidjan, rien de significatif dans le reste du pays...Les rares victoires doivent plus à l'alliance avec le PDCI qu'aux propres forces du parti. Quelles leçons en tirer ?

Mohammed Al-Issa



Être bienveillant est un comportement musulman élevé, et ce envers tout le monde sans discrimination. Notre noble Prophète (paix sur lui) a dit : « Les gens les plus aimés auprès du Seigneur sont ceux qui sont les plus bénéfiques aux autres », il a également dit : « Dans chaque bonne action il y a une récompense. »

Moussa AG Acharatoumane



#Gao : le monstre de #DAESH à travers Boubacar Ibrahim dit Oubel menace les "#Songhoy" dans une vidéo. Après #Ménaka , #Ansongo et le #Gourma où les nomades ont été ciblés , ces malfrats s'en prennent à la communauté sédentaire maintenant. cette nébuleuse a massacré de mars 2022 à nos jours plus de 1000 civils , détruit les marchés , volé le bétail et a chassé les survivants de leurs terroirs. La « VRAIE GUERRE » sur laquelle l'Etat , ses partenaires, les mouvements et les communautés doivent se concentrer est là. Comme en Syrie , en Irak ou en Libye elle a

les mêmes méthodes barbares , elle s'en prend à toutes les populations sans distinction aucune les unes après les autres sous prétexte de soutien à l'État, à X ou Y.

Nomade Sahélien



#Canada #Niger #Sénégal : aller retour ce 04/09 d'un Boeing C17A Globemaster III (177705) des forces armées canadiennes entre Dakar et Niamey. 2h passées sur place. Évacuation de la centaine de militaires canadiens encore présents sur place ? Les putschistes nigériens semblent en tout cas continuer à s'isoler et perdre semaine après semaine les coopérations militaires internationales construites depuis des années avec des pays amis.



KONATE Malick



#Mali : Ce mardi matin, Adama Diarra, également connu sous le nom de "Ben le Cerveau", a été présenté au procureur du pôle national de lutte contre la cybercriminalité. Après sa comparution, le parquet a décidé de le placer sous mandat de dépôt pour « flagrant délit ». Il séjournera désormais à la Maison Centrale d'arrêt de Bamako en attendant le jour de son jugement. Dans sa dernière sortie sur un plateau de radio privée, il a insisté sur le respect du délai de la transition et a dénoncé les arrestations extrajudiciaires, la montée en puissance des femmes d'affaires et la création de faux leaders pour rivaliser d'autres. Il a également mentionné qu'un événement important se produirait au mois d'octobre prochain sans donner plus de détails. Il a souligné que la nouvelle prolongation de la transition serait un coup dur pour le peuple malien car la population souffre déjà et n'est pas prête à supporter une autre sanction ferme de la CEDEAO. Il a mis en lumière le fait que le Mali et le Burkina Faso devraient tout mettre en œuvre pour récupérer la Guinée plutôt que de dépendre d'un service de renseignement. Pour conclure, il a attribué une note de 15/100 (révolution) à la transition.



Gouvernement du Mali



Koulouba | 04 septembre 2023 | #coopération
Rencontre du Président de la Transition avec le nouveau bureau de la CESA
Le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État a accordé, le lundi 4 septembre 2023, une

audience à une délégation de la Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique (CESA). Elle était conduite par le nouveau patron de la Confédération, le Malien Siriman Seydou NIARE. Le troisième congrès de la Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique s'est tenu du 31 août au 2 septembre 2023. Il s'est soldé par l'arrivée à la tête de cette organisation du Coordinateur national de l'Association des élèves et étudiants du Mali, Siriman Seydou NIARE.

À la suite de ce Congrès, les étudiants ont jugé opportun de rencontrer le Chef de l'État en vue de lui témoigner toute leur gratitude et surtout de l'hospitalité accordée à leurs camarades venus d'ailleurs. Au nom de tous les étudiants, Amadou DIALLO, Secrétaire Général adjoint de la Confédération a remercié les autorités maliennes pour tout leur accompagnement dans le cadre de la bonne tenue de ce Congrès.

Créée en 2015 au Burkina Faso, cette Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique compte 37 pays. Cette organisation se bat pour l'amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants d'Afrique, l'intégration africaine, la mobilité des étudiants, mais aussi et surtout l'harmonisation des inscriptions dans les différentes universités.

Les étudiants ont profité de cette audience pour prendre conseil auprès du Président de la Transition, notamment dans le cadre de l'émancipation de la jeunesse africaine, a expliqué Amadou DIALLO. Selon ses précisions, le Chef de l'État malien est un modèle pour cette jeunesse depuis son arrivée au pouvoir.

Le Président GOITA a rappelé aux étudiants qu'il est difficile pour les États africains de se développer sans le capital humain. C'est pourquoi ces jeunes doivent s'investir davantage dans les études afin que la voix de l'Afrique puisse être comptée dorénavant.

Le nouveau Secrétaire Général de la Confédération estudiantine et scolaire d'Afrique, Siriman Seydou NIARE se dit être fier d'être à la tête de cette organisation pour les deux années à venir. Il demande l'accompagnement des autorités maliennes afin de mener ce bateau à bon port.



Dialakoroba : Une attaque terroriste déjouée par les FAMA



Les Forces armées et de sécurité ont déjoué une attaque terroriste, ce dimanche 3 septembre 2023, aux environs deux heures du matin, contre le poste de Dialakoroba sur l'axe Bamako-Sikasso. Le bilan provisoire fait état d'un terroriste neutralisé et plusieurs matériels saisis. L'information a été confirmée par les FAMA, sur leur page Facebook.

Les Forces armées maliennes sont déterminées à combattre le terrorisme dans le pays. Elles sont dotées de matériels adéquats qui leur félicitent cette lutte noble. Sur l'axe Bamako-Sikasso, les FAMA ont déjoué ce dimanche 03 septembre 2023, aux environs deux heures du matin, une attaque terroriste contre le poste de Dialakoroba.

Selon des sources sécuritaires, les policiers de la Brigade anti criminelle (BAC) en poste ont riposté impitoyablement contre les ennemis.

Les Forces armées maliennes ont informé que le bilan provisoire faisait, côté ami, 03 blessés, dont 01 policier et 02 civils qui ont été évacués pour des soins. Par contre, 01 terroriste a été neutralisé. À cela s'ajoute la saisie de plusieurs matériels qui ont été abandonnés par les assaillants dans leur fuite. Parmi ces matériels, figure un pistolet mitrailleur (PM) plus quatre chargeurs.

Les FAMA ont rassuré que le ratissage continuait dans la zone pour rechercher et interpeller d'éventuels blessés terroristes en fuite ainsi que leurs complices.

Toutefois, les Forces armées maliennes demandent aux populations de la zone de signaler la présence de tout individu suspect.

Par SABA BALLO
Source : InfoMatin

Remise des camps de la Minusma aux forces maliennes : Les regards braqués sur le cas de Kidal



À la demande des autorités maliennes, le conseil de sécurité de l'ONU mettait un terme, avec effet immédiat, le 30 juin dernier, à la mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation du mali (Minusma). L'organisation a du coup amorcé le retrait en trois étapes de ses 13.000 militaires et policiers d'ici le 31 décembre 2023. Commence ainsi la fin de dix (10) ans de présence avec un bilan jugé mitigé par une large majorité de la population malienne.

Ainsi, après les bases d'Ogossagou, l'emprise de Ber, le camp de Goundam et celui de Ménaka, la dernière des quatre emprises de la Minusma dont la clôture était programmée depuis la première phase du processus de réduction des effectifs de la Mission et de son retrait définitif du Mali a été remis aux forces maliennes de défense et de sécurité, conformément à la résolution 2690 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

Les regards sont désormais braqués sur la seconde phase du transfert, qui a débuté le 1er septembre et devrait se dérouler selon le calendrier convenu dans la résolution 2690. Elle va concerner cette fois la rétrocession des camps de Tessalit, d'Aguelhok et de Kidal aux forces régulières maliennes.

À l'instar de la première phase, tout indique une reprise des hostilités entre FAMA et les ex-séparatistes réunis au sein de la CMA, notamment autour du contrôle de la ville mythique de Kidal. Il s'agit avant tout du bastion principal de la CMA, que les autorités rêvent de reprendre depuis des années pour marquer leur souveraineté sur l'étendue du territoire. Et apparemment, les deux protagonistes sont vraisemblablement prêts à en découdre, au mépris de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Et si la CMA ne compte pas abandonner ses positions sur un plateau d'argent, il s'agit pour le FAMA, au visage complètement métamorphosé, de l'opportunité inespérée de prendre leur revanche après les déroutes de 2012 et 2014.

Amidou Keita
Le Témoin

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com

Blocus sur Tombouctou : Plus de 33 000 personnes ont fui leur commune



Le blocus sur la région de Tombouctou a contraint au moins 6 121 ménages soit 33 100 personnes à quitter ladite région, à travers diverses communes, a affirmé le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans un récent rapport.

Un blocus est imposé depuis deux semaines sur la région de Tombouctou par des groupes armés terroristes en réduisant très considérablement l'approvisionnement de ladite localité en produits de première nécessité notamment. Parce que la mesure restreint les mouvements sur les axes principaux menant à la ville de Tombouctou. Cette situation, en plus d'aggraver la situation humanitaire déjà inquiétante, est en train de créer un déplacement massif de la population vers d'autres zones. « Au moins 6 121 ménages soit 33 100 personnes se sont déplacés préventivement à travers les régions de Tombouctou, Taoudenni et vers les pays voisins depuis le début du blocus », a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans son rapport périodique le 28 août dernier.

Cette restriction imposée depuis le 8 août dernier est expliquée par Babacar Mahamane, membre de la société civile à nos confrères de la radio "DW" : « Les groupes armés occupent le tronçon de Goundam et puis le tronçon Bambara Maoudé-Douentza-Mopti. Cela veut dire que Tombouctou est aujourd'hui en vase clos. Aucun produit ne rentre dans la ville. Tous les couloirs, toutes les voies sont effectivement obstrués par cette mesure ». Les conséquences de ce blocus sont d'ordres économiques, mais aussi alimentaires parce que plusieurs produits essentiels de la région proviennent d'ailleurs en l'occurrence en Algérie, en Mauritanie. Ainsi, les prix des éléments importants à la vie ont grimpé de 25% à 30%. Face à cet acte de nature à augmenter les besoins humanitaires, les partenaires présents dans la région de Tombouctou ont été contraints de limiter ou de suspendre leurs mouvements en dehors de la ville, a affirmé OCHA, en relevant que cela pourrait priver les personnes les plus vulnérables d'assistance humanitaire vitale.

Malgré les restrictions, les partenaires humanitaires entraînent les besoins les plus urgents et ont mis en place une assistance sanitaire aux personnes déplacées internes (PDI) de la ville de Tombouctou, ajoute le rapport de OCHA. S'agissant de la situation sécuritaire, deux incidents de tir d'obus ont été rapportés dans la ville de Tombouctou, note OCHA rappelant que le 26 août, des hommes armés non identifiés auraient

France/Niger : Paris discute avec Niamey du retrait d'une partie de ses effectifs et matériels militaires



Selon l'AFP, des échanges ont lieu pour retirer "certains éléments militaires" du pays sahélien. Paris rejetait jusqu'ici l'idée d'un départ de ses quelque 1.500 soldats déployés dans trois bases.

Des "échanges" ont lieu entre armées nigérienne et française sur le retrait de "certains éléments militaires" français au Niger, a appris l'AFP ce 5 septembre auprès du ministère des Armées.

"Des échanges sur le retrait de certains éléments militaires ont commencé", a indiqué le ministère, sans préciser quelles unités étaient concernées parmi les 1.500 soldats français déployés dans le pays. Les généraux qui ont pris le pouvoir fin juillet au Niger par un coup d'État ont dénoncé le 3 août plusieurs accords de coopération militaire avec Paris. Ainsi "la question du maintien de certaines de nos forces se pose", selon le ministère, en particulier les unités chargées de l'entretien du matériel inutilisé sur place depuis plus d'un mois, comme par exemple les drones, les hélicoptères ou les avions de chasse.

Le 4 septembre, le Premier ministre nigérien nommé par les militaires au pouvoir, Ali Mahaman Lamine Zeine, a affirmé que des "échanges" avaient lieu pour obtenir un départ des soldats français. Les "échanges" qui sont en cours devraient permettre très rapidement leur retrait, avait-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

La France ne reconnaît pas les nouvelles autorités de Niamey et y maintient pour l'heure son ambassadeur, malgré les injonctions des nouvelles autorités. Paris excluait par ailleurs jusqu'ici un retrait militaire du Niger, où 1.500 soldats et aviateurs sont déployés sur la base aérienne projetée de Niamey ainsi qu'à Ouallam et Ayorou, aux côtés des Nigériens, dans la zone dite des "trois frontières" entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali.

Source : <https://fr.sputniknews.africa/>

lancé deux obus en direction du quartier de Badjindé. L'un de ces obus a touché la maison d'un habitant faisant quatre blessés graves (dont deux enfants et deux adultes) et causant la mort d'un enfant. Précédemment, un tir d'obus visant un camp militaire dans la ville de Tombouctou a été rapporté, sans faire de victime.

PAR SIKOU BAH
Source : InfoMatin



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Protection civile : Acquisition de 43 véhicules

Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, a présidé la cérémonie de remise de véhicules aux forces de sécurité. Cette cérémonie s'est déroulée en présence du directeur général de la police nationale, le Commissaire Général de Brigade de Police, Souleymane Traoré, du Chef de Cabinet du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire Divisionnaire de Police Seydou Mamadou Doumbia, du Commandant de la Force Anti-terroriste, le Commandant Adama Danza Coulibaly, ainsi que d'autres personnalités.

Cette acquisition témoigne de la volonté ferme du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, de renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité, dans le but ultime d'assurer la sécurité et de répondre aux aspirations profondes de la population. La donation

comprend 43 véhicules, dont 37 PICK-UP à essence pour la Force Anti-Terroriste, 3 véhicules de dépannage pour le Groupement de la Sécurité Routière (GSR) et 3 véhicules Hilux double cabine pour le cabinet. Ces véhicules ont été entièrement financés par le Budget national.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, a souligné que dans le contexte actuel, les moyens d'intervention doivent être adaptés à la situation sécuritaire et aux missions à accomplir. Le Chef Suprême des Armées veille personnellement à renforcer les forces de défense et de sécurité, qui sont tenues de produire des résultats face à l'insécurité sous toutes ses formes. Les préoccupations sécuritaires sont prises en charge de manière efficace et diligente.

Le ministre Daoud Aly Mohammedine a invité

les bénéficiaires à faire bon usage des véhicules et à assurer leur maintenance régulière. Il a également assuré que les autorités de la Transition s'engagent à poursuivre les efforts visant à améliorer les conditions de vie et de travail des forces de défense et de sécurité. Il a conclu en invitant les hommes sur tout le territoire national à redoubler de vigilance et à adopter une posture robuste et adaptée pour faire face à toute menace, qu'ils soient en mouvement ou en position statique.

La cérémonie s'est terminée par la remise officielle des clés aux bénéficiaires, suivie d'une visite des nouveaux véhicules acquis. Les bénéficiaires ont tour à tour rassuré le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Daoud Aly Mohammedine, en lui assurant qu'ils feront bon usage des véhicules reçus. De plus, ils ont souligné que ces véhicules arrivent à un moment opportun. À la fin de la cérémonie, le Général de Brigade Daoud Aly Mohammedine, ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, a accordé une interview à la presse.

■ Ibrahim Sanogo



Minusma à Ber : Une mission exaltante malgré les défis

Le camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Ber, dans la région de Tombouctou, a fermé ses portes le 13 août 2023, et ce dans le cadre du plan de retrait de la Mission du Mali d'ici au 31 décembre 2023. Dans sa résolution 2690 du 30 juin dernier, le Conseil de sécurité a donné suite à la demande des autorités maliennes pour le retrait de la Mission de leur pays et déterminé que ce processus doit être conduit sur une période de six mois.

Ouvert en 2014, le camp de Ber, qui était tenu par une compagnie de casques bleus du Burkina Faso, avait pour objectif de contribuer à

la stabilisation de cette zone en proie à une activité intense de groupes armés terroristes et d'aider à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du Processus d'Alger, notamment en son volet désarmement, démobilisation et réinsertion.

Menace persistante des groupes armés terroristes

Tout au long de leur déploiement à Ber, long de près d'une décennie, les casques bleus ont été la cible d'attaques incessantes par des éléments terroristes et criminels. La dernière attaque avant la fermeture de la base eut lieu le 9 juin 2023, impliquant l'emploi

d'un engin explosif improvisé suivi de tirs directs. L'incident a fait deux morts parmi les casques bleus burkinabé cependant que sept autres furent grièvement blessés. Même le retrait de la Mission s'est déroulé sous le sceau de la violence. Il est intervenu plus tôt qu'initialement envisagé, du fait de la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone, qui exposait les casques bleus à une menace accrue. Et pendant qu'il faisait mouvement vers Tombouctou, ville distante de moins de soixante kilomètres, le convoi des casques bleus de la MINUSMA fut attaqué à deux reprises, le 13 août. La deuxième attaque se solda par quatre blessés que la Mission parvint à évacuer dans des conditions difficiles pour traitement à son hôpital à Tombouctou.

Outre l'insécurité, le contingent déployé dans cette zone a dû faire face à d'autres défis tout aussi formidables. Le terrain sablonneux a





rendu les patrouilles et les opérations de ravitaillement très difficiles. Le contingent qui a quitté Ber le 13 août dans la matinée a mis 51 heures pour rallier Tombouctou, ayant vu ses véhicules s'ensabler à plusieurs reprises.

Malgré ces difficultés, les casques bleus burkinabés ont fait preuve d'un engagement remarquable dans l'accomplissement des tâches qui leur étaient assignées. Ils ont tenu la base vaillamment, dans l'espoir que la relance du processus de paix permettrait de créer les conditions d'une action plus efficace pour la stabilisation de la zone.

Appui multiforme aux communautés locales

La présence des casques bleus burkinabés à Ber a permis aux composantes civiles de la MINUSMA et aux agences humanitaires d'avoir un accès aux communautés les plus vulnérables pour leur apporter un appui ciblé. De 2013 à 2022 une dizaine de projets, financés par les différents instruments budgétaires dont disposait la Mission, ont été réalisés à Ber pour un montant total de plus de

300,000,000 de francs CFA. A titre d'exemple, en 2017, un projet d'appui à des activités génératrices de revenus a été lancé pour répondre aux besoins de 110 femmes membres de la Coordination locale des associations féminines. Les installations de teinture traditionnelle du Centre multifonctionnel des femmes de Ber ont été améliorées avec la construction d'un hangar, d'un forage et d'un système de drainage des eaux de teinture, et l'achat des équipements.

Les teinturières traditionnelles ont aussi vu leurs capacités renforcées. Une formation en coupe-couture, en techniques de teinture et en gestion leur fut dispensée.

La même année, la MINUSMA et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont conjointement financé un système d'adduction d'eau potable pour réduire la violence liée à l'accès à cette denrée. A l'époque, cette infrastructure avait permis à plus de 4 000 habitants de Ber et plus de 2 000 bergers d'avoir accès à une quantité suffisante d'eau potable. Le projet présentait aussi l'avantage de réduire la pénibilité de la corvée d'eau

pour les femmes et les enfants. Pour accroître les sources d'eau potable en faveur des communautés locales, un autre projet de ce type est venu s'ajouter en 2023. Dans la même dynamique, et afin de réduire les tensions liées à l'accès à l'eau, la MINUSMA a aussi mis en œuvre en 2022 un projet d'adduction à l'eau potable pour les populations rapatriées de la Commune de Ber.

Avec la fermeture du camp de Ber et de celui de Goundam, intervenu trois jours plus tard, la MINUSMA ne dispose plus que d'une seule emprise dans la région, à savoir sa base de Tombouctou. Tous les équipements appartenant aux contingents qui opéraient dans la région et ceux appartenant aux Nations unies y sont entreposés en attendant leur évacuation hors du Mali. Cette opération complexe, qui impliquera le recours tant au transport fluvial que terrestre, ira au-delà de l'année en cours, pour se prolonger pendant la période dite de liquidation de la Mission, qui commence le 1er janvier 2024.

Minusma

L'impact de la MINUSMA à Ménaka : Bilan de fin de la mission



La MINUSMA a officiellement fermé son camp de Ménaka le 25 août 2023, marquant la fin de la première phase de son retrait du Mali. La fermeture de la base de Ménaka fait suite à celles de Goundam, Ber et Ogossagou. Ce processus s'inscrit dans le cadre de la résolution 2690 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a été adoptée le 30 juin 2023. La résolution prévoit un retrait « coordonné, ordonné et sécurisé » de la MINUSMA, qui doit être achevé au 31 décembre 2023, la liquidation de la Mission commençant à partir de janvier 2024.

La coordination, clé de la réussite de la première phase du plan de retrait

« La conclusion, dans les délais, de cette première phase de notre plan de retrait est le résultat du travail soutenu des équipes de la MINUSMA et de la bonne coordination avec les autorités maliennes », a indiqué El-Ghassim Wane, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies et chef de la MINUSMA. « Avec ces fermetures, nous avons réduit de 25% de notre empreinte géographique au Mali et nous sommes déterminés à persévérer dans cette dynamique pour conclure notre retrait d'ici au 31 décembre 2023, malgré les défis de plusieurs ordres qui devront être surmontés pour la deuxième phase du plan de retrait de la Mission », a-t-il poursuivi. Le Représentant spécial a également salué l'engagement des casques bleus nigériens et togolais qui étaient basés

à Ménaka, notant que « leur sens du devoir fut à tous égards remarquable ».

L'épicentre de la crise au Mali et l'arrivée de la MINUSMA dans la région

En juillet 2013, la MINUSMA a été déployée dans le pays pour soutenir le processus de paix et la restauration de l'autorité de l'État. La Mission a rapidement établi une base à Ménaka, une région située dans la zone dite des trois frontières avec le Burkina Faso et le Niger, dans le nord-est du Mali. Cette région, durement marquée par la présence déstabilisatrice de groupes armés terroristes, est encore le théâtre de conflits. En 2017, la

base de la MINUSMA à Ménaka a été renforcée pour mieux appuyer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (APR), protéger les civils et soutenir la restauration de l'autorité de l'État. À l'unité de police constituée fournie par le Togo se sont ajoutés des militaires nigériens et des officiers d'état-major issus de différents pays, ainsi que des éléments de génie et de déminage chinois et cambodgiens.

Avec le pic de violence observé en mars 2022, la MINUSMA a intensifié ses opérations dans la localité, notamment par le déploiement de casques bleus additionnels provenant de la base de la Mission à Ansongo, dans la région de Gao, et la mobilisation de moyens supplémentaires, y compris aériens. La coordination avec les Forces de défense et de sécurité maliennes fut également renforcée, notamment par la conduite de patrouilles conjointes impliquant la police malienne et l'unité de police constituée togolaise se trouvant à Ménaka.

Protéger et rassurer les communautés, appuyer la restauration de l'autorité de l'Etat

Durant leur déploiement, les casques bleus ont contribué à dissuader les actions terroristes et à renforcer la protection des civils au travers d'opérations de sécurisation de la ville. Les patrouilles de la MINUSMA, menées au plus près des populations, étaient l'occasion de leur apporter un soutien concret, par exemple des consultations médicales gratuites et des dons de médicaments, de vivres et d'ustensiles. Les casques bleus ont renforcé leur présence dans la région grâce à des opérations de grande envergure, telles que l'opération « Seka ». Ainsi, durant cette période, les éléments du contingent du Niger ont réalisé près de 1 200 patrouilles. Avec un rythme soutenu de plus de 15 patrouilles par semaine dans la ville de Ménaka, UNPOL avait une présence rassurante au marché hebdomadaire de la ville, favorisant ainsi la

relance de l'économie locale. Des patrouilles régulières étaient également effectuées avec les gendarmes et policiers maliens.

À Ménaka, les policiers des Nations unies, en collaboration avec leurs confrères maliens, ont aussi initié les communautés au concept de Police de proximité. Recommandation de l'APR, elle vise à mettre le citoyen au centre de la production de la sécurité, en favorisant le dialogue et la collaboration avec les forces de l'ordre.

Dans le respect de la politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme, UNPOL a œuvré au renforcement des capacités techniques des FSM, à travers des formations et la fourniture d'équipements. Plusieurs réalisations sont à mettre à l'actif de la MINUSMA à cet égard, à l'image de la réhabilitation du Commissariat de police de la ville inauguré en octobre 2016. D'autres actions de ce type ont eu lieu, dont la construction et l'équipement de la préfecture et de la brigade de gendarmerie de la ville de Ménaka. La MINUSMA, a également réhabilité et équipé le palais de justice et la maison de correction de Ménaka et contribué au déploiement du juge de paix pour sa prise de service.

Des efforts de paix constants

Dès les premières heures de son déploiement dans la région, la MINUSMA a soutenu les actions de promotion de la paix et de la réconciliation initiées par les communautés et les autorités. La toute première rencontre intercommunautaire sur la paix, la cohésion et la réconciliation tenue en avril 2016 ou encore la caravane de la paix qui a sillonné la région quelques mois plus tard, en novembre, en sont de bons exemples. Cette dynamique s'est poursuivie, donnant lieu à plusieurs autres initiatives, comme l'emblématique « Ménaka sans armes » en 2020. Menée par les FAMA et les groupes signataires de l'APR, cette initiative visait à réduire l'insécurité dans la ville et ces environs. Soutenue par la MINUSMA, elle avait eu pour résultat la reprise des activités économiques, sociales et culturelles dont « la Nuit de la Paix, de la Cohésion sociale et de la Réconciliation », tenue en décembre 2021.

En mai 2023, un espoir nourri de longue date devient une réalité palpable. Un autre dialogue intracommunautaire financé par la Mission de paix de l'ONU a mis fin à dix ans de conflit entre deux groupes de la communauté Daoussahack. Un acquis que les communautés et les autorités locales et





nationales auront à cœur de préserver après le départ de la MINUSMA, tout comme ses autres réalisations.

La MINUSMA a également joué un rôle important dans la réconciliation entre femmes de Ménaka appartenant à des mouvements différents. En effet, les différences entre ces mouvements constituaient une barrière à l'autonomisation des femmes. Pour résoudre ce problème, la MINUSMA a appuyé la mise en place d'un Réseau des femmes leaders pour la paix et la cohésion sociale en mai 2023. Ce réseau a permis aux femmes de se rencontrer et de discuter de leurs préoccupations communes. La MINUSMA a également renforcé les capacités des membres du réseau en leadership féminin et en plaidoyer pour leurs droits.

Soutien à la stabilisation

Pour encourager les efforts de stabilisation dans la région, de 2016 à 2023, la Mission de l'ONU a consacré près de quatre milliards de francs CFA à la réalisation de 38 projets relatifs aux renforcement des capacités de la société civile et des autorités locales ainsi qu'à la construction et la réhabilitation d'infrastructures communautaires de santé, de sécurité et d'éducation. Cette enveloppe a aussi permis de lancer des activités gé-

nératrices de revenus, de favoriser le retour des services sociaux de base ou encore de soutenir la production agricole. Les investissements de la MINUSMA ont aussi contribué à améliorer l'éclairage public et à soutenir les radios communautaires. Par ailleurs, 625 millions de francs CFA ont été consacrés à des projets humanitaires et de développement.

D'autres projets à impact rapide ou financés par le Fonds fiduciaire de la MINUSMA ont aussi soutenu les populations, notamment par la rénovation d'écoles et de centres de santé, la création d'emplois pour les jeunes et la fourniture de kits agricoles aux familles. La Mission a également soutenu le renforcement des capacités des acteurs locaux, favorisant une meilleure gouvernance et la confiance entre les administrés et les autorités locales. Plus de 900 personnes, notamment des femmes et des jeunes, ont bénéficié directement de ces actions de renforcement des capacités. Pour réduire la violence communautaire liée à l'accès aux ressources naturelles telle que l'eau, la MINUSMA a consacré plus de 100 millions de francs CFA, notamment en mai 2021, à la création et à la réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau dans l'ensemble des quartiers de la ville de Ménaka et desservant les populations dans un rayon de 30 kilomètres.

Faciliter l'accès humanitaire

Pour permettre aux organisations humanitaires d'accéder aux communautés vulnérables en toute sécurité, la MINUSMA sécurisait la piste d'atterrissage de Ménaka et organisait des patrouilles régulières autour des sites de déplacés internes. En plus de faciliter l'aide humanitaire, elle est également intervenue directement pour secourir les plus populations en détresse.

A titre d'exemple, en août 2015, une équipe de la MINUSMA s'était mobilisée à partir de Gao pour venir en aide aux sinistrés de la ville de Ménaka qui venait de subir des inondations sans précédent. Entre mars 2022 et mars 2023, la situation sécuritaire s'est considérablement dégradée. Cela a engendré 78 500 déplacés internes avec des besoins importants qui ont davantage pesé sur ceux des communautés hôtes déjà affaiblies. En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), la MINUSMA a alors fourni des abris à un millier de ménages en installant des tentes. En mars 2023, le contingent nigérien a distribué d'urgence plusieurs milliers de litres d'eau potable aux familles déplacées par les violences dans le cercle de Tindermène. Cette action a été un maillon essentiel dans la chaîne de l'assistance qui sera fournie par les agences humanitaires à cette population majoritairement constituée de femmes et d'enfants.

Préserver les acquis

A Ménaka comme ailleurs, les autorités maliennes ont exprimé la volonté de consolider les acquis de la MINUSMA après son retrait. Cependant, la contribution de la communauté internationale sera nécessaire pour y parvenir.

Minusma

Retrait de la Minusma : 30% du personnel international a déjà quitté le territoire malien

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, en collaboration avec la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA), a tenu une conférence de presse le mardi 5 septembre 2023 à Koulouba. Cette rencontre avec les professionnels des médias avait un double objectif : premièrement, informer sur les résultats de la première phase du retrait de la MINUSMA ; deuxièmement,

présenter la seconde phase de retrait ainsi que la phase de liquidation.

À cette occasion, l'Ambassadeur Madou Diallo, Directeur des Organisations Internationales et du Comité technique chargé de la mise en œuvre de la Résolution 2690 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, a affirmé en premier lieu que le comité ministériel chargé de définir les orientations

politiques et stratégiques du retrait se réunit régulièrement avec les dirigeants de la MINUSMA pour évaluer et définir les actions prioritaires nécessaires au succès du processus de retrait. Ceci dans le but de faciliter la gestion des différents aspects du retrait de la MINUSMA. Pour cela, le comité technique et les experts de la MINUSMA ont créé deux groupes de travail, respectivement chargés des questions de défense, de sécurité et de logistique.

Le groupe 1 concerne les activités programmatiques de la MINUSMA. De son côté, le groupe 2 est chargé de constituer un troisième groupe chargé d'évaluer l'impact du retrait de la MINUSMA dans les différents domaines politiques, économiques et sociaux. Cela a permis au gouvernement de proposer un plan de travail cohérent et réaliste dès les premiers jours de juillet. L'ambassadeur



Diallo a également affirmé que les deux principales phases du processus de retrait de la MINUSMA seront suivies d'une phase de liquidation.

Bilan de la première phase de retrait

La première phase de retrait, qui s'est déroulée entre le 1er et le 31 août 2023, concernait la rétrocession au gouvernement malien des camps et sites d'Ogossou, de Ber, de Goundam et de Ménaka.

Comme l'a expliqué l'ambassadeur Madou Diallo, lors du bilan de cette première étape du processus de retrait de la MINUSMA, les deux groupes ont noté avec satisfaction la bonne coordination ayant facilité la rétrocession au gouvernement des camps d'Ogossou le 3 août 2023, de Ber le 14 août 2023, de Goundam le 15 août 2023 et de Ménaka le 25 août 2023, marquant ainsi l'achèvement de la première phase du retrait.

Pour cette première phase, le Colonel Souleymane Dembélé, Directeur de l'Information et des Relations Publiques de l'armée de la DIRPA, a chaleureusement félicité les Forces Armées Maliennes pour le travail bien fait. Aussi, il a salué le courage des Forces Ar-

mées Maliennes (FAMAs) pour la reconquête de Ber, qui était devenue un sanctuaire pour des groupes terroristes. "La reconquête de Ber n'a pas été facile pour les forces armées maliennes. Le cas de Ber n'est pas seulement une preuve de la montée en puissance des forces armées maliennes, mais aussi une confirmation de cette montée en puissance", a-t-il précisé.

Qu'en est-il de la deuxième phase ?

La deuxième phase du retrait a commencé le 1er septembre et prendra fin le 31 décembre 2023. Elle concerne principalement les camps de Tessalit, Aguelhok, Ansongo, Kidal et Douentza. Les conférenciers ont également souligné qu'à partir du 1er janvier 2024, seules les unités de garde chargées de sécuriser le matériel et les équipements qui ne pourront pas être évacués avant le 31 décembre resteront en place. Ils ont indiqué que ces biens de la MINUSMA seront liquidés.

Dans l'ensemble, ils ont affirmé qu'un projet d'accord-cadre sur la rétrocession des camps est en cours de négociation entre le gouvernement malien et la MINUSMA. À cet effet, le respect des procédures éta-

blies par les parties et l'efficacité de l'action ont facilité la prise en charge des questions liées, notamment le transport du matériel, les autorisations de vol, le mouvement des contingents, ainsi que les exonérations d'importation et de réexportation des matériels et la sécurité des camps.

En ce qui concerne le désengagement du personnel, ils ont informé que 30% du personnel international de l'ONU a déjà quitté le territoire. À ce jour, 22% des unités de police individuelles sont désengagées.

Cependant, jusqu'au 4 août 2023, il convient de noter que 1 734 casques bleus avaient déjà quitté le Mali.

En ce qui concerne l'atténuation de l'impact du retrait sur l'administration, ils ont précisé qu'un consultant est soutenu pour finaliser les termes de référence d'une mission de sensibilisation du gouvernement dans les régions abritant les camps de la MINUSMA. Des mesures sont également prises concernant la dette des employés des collectivités locales grâce à des projets de protocole avec certaines banques.

Siguéta Salimata DEMBÉLÉ



Moussa Traoré : La revanche

Il y a dix ans, le 4 septembre 2013, le président IBK lors de sa cérémonie d'investiture consacrait l'ancien président Moussa Traoré «Grand républicain» après qu'il ait été gracié par Alpha et de 2002 jusqu'à sa mort, il est reconnu par la République comme ancien président, logé aux frais de l'État. L'honneur qui lui été rendu ce vendredi à travers sa désignation comme parrain de la 45e promotion de l'EMIA est une belle revanche pour cet homme d'État et officier général qui a consacré sa vie à l'œuvre nationale pour le bien-être de son peuple.

Les autorités de la République ont décidé ce vendredi 1er septembre 2023 de baptiser la 45e promotion de la prestigieuse Ecole militaire Interarmes (EMIA) de Koulikoro du nom de feu Général d'Armée Moussa Traoré. La cérémonie s'est déroulée sous la haute présidence du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, Chef suprême des Armées, sur la place d'armes du Centre d'instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro. Étaient présents pour l'histoire : le Premier ministre, chef du gouvernement le Dr Choguel Kokalla Maïga ; plusieurs membres du Gouvernement, du corps diplomatique accrédité au Mali ; le Chef d'État-major général

des Armées, le Général de Division Oumar Diarra ; les Chefs d'État-major et directeurs de services ; plusieurs personnalités civiles et militaires ainsi que la veuve du parrain Mme Traoré Mariam Sissoko et les parents des impétrants.

La promotion feu Général d'Armée Moussa Traoré compte 235 Officiers, dont 51 femmes venant de 9 pays notamment le Cameroun, le Congo Brazzaville, la Guinée Conakry, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo. Parmi ces Officiers, on compte 216 maliens.

Pour le Chef d'État-major général des Armées, le Général de Division Oumar Diarra, dans le contexte marqué par l'environnement de la crise multidimensionnelle à laquelle notre pays fait face depuis 2012, ces Officiers vont renforcer la montée en puissance dans la poursuite de la dynamique enclenchée par les Forces Armées Maliennes (FAMA).

S'agissant des nouveaux Sous-lieutenants, de la promotion feu Général d'Armée Moussa Traoré, après leur avoir souhaité la bienvenue dans la grande famille des Officiers, il leur a rappelé qu'ils portent désormais sur leurs épaules, la charge de défendre nos valeurs, notre souveraineté et la sécurité de la patrie.

Il les a exhortés à rester fidèles aux valeurs fondamentales qui caractérisent l'Officier à savoir, la rigueur, la droiture, le sens élevé du devoir, le paternalisme quand il faut et dans tous les cas, à être des ardents défenseurs de la loi et de l'ordre pour le succès des Armées du pays.

Le Chef d'État-major général des Armées a soutenu que le choix de feu Général d'Armée



Moussa Traoré comme parrain de cette promotion rend hommage à un digne fils du Mali, mais aussi invite ces officiers à s'approprier les qualités et les valeurs de cet homme d'État et Officier général qui a consacré sa vie à l'œuvre nationale pour le bien-être de son peuple. La promotion a choisi comme emblème le Kanaga, tout un symbole.

Par-dessus la symbolique et le symbole qui devraient rallier, c'est le choix du parrain qui fait dissonance. L'honneur et l'hommage ainsi faits par la République 30 ans après à un de ses fils dont nul ne peut contester le parcours au plan militaire que civil, sont pris pour une insulte à la mémoire des martyrs et une provocation aux démocrates sincères et patriotes convaincus qui n'ont pas oubliés... S'agit-il pour la République d'oublier, de déchirer les pages d'histoire du Mali ? Que nenni !

La République est une convergence, consensus, conciliation, pardon. Dès lors que Moussa Traoré, le «dictateur», le «boucher» et son épouse, condamnés à mort par la justice des démocrates, ont été graciés au nom de la République voilà 20 ans par un président démocrate, démocratiquement élu, l'hystérie et la mystification mensongères se devraient de se taire. Parce qu'il faut l'affirmer avec force : toutes les victimes de GMT ne sont pas des victimes. Parmi elles, il y a des fripouilles, des voleurs, des menteurs... Comme cette célèbre victime de Kati, voleur

de mangues, qui est tombé du manguier sur le dos avec comme conséquences une paralysie totale avant la chute de Moussa Traoré. Les responsables de l'UDPM de sa section avaient même pris en charge les premiers soins. C'est celui-ci qui a été présenté pendant longtemps par les démocrates sincères et patriotes convaincus comme l'icône des victimes du régime barbare et sanguinaire de Moussa Traoré. Est-ce étonnant quand on sait que des cadavres ont été extraits de la morgue pour gonfler le nombre des victimes dont certains avaient été écrasés par sacs qu'ils étaient partis voler dans les magasins lors des casses...

De sa sortie de prison en 2002 à sa mort le 15 septembre 2020, le Général Moussa Traoré a fait preuve de hauteur, de noblesse et de patriotisme. Jamais il n'a répondu aux calomnies, aux injures et aux invectives de ceux qui pour des raisons inavouées, très personnelles, nourrissent toujours l'espoir de vengeance. Pour eux, le pardon ne peut exister pour Moussa Traoré parce qu'il a mis en prison m...

Contrairement à eux, l'ancien président s'est mis au service de la patrie, donnant avis et conseils s'il est sollicité, toujours à l'appel de la République, le soldat Moussa Traoré n'a pas été au-dessus de l'hommage. Pendant près de 20 ans, il a joué le jeu de la démocratie et a été au service de la République. «Grand républicain», avait proclamé le Grand

démocrate IBK (paix à son âme), patriote, humaniste, Moussa Traoré a été, au-delà de la caricature, un «homme d'État et Officier général qui a consacré sa vie à l'œuvre nationale pour le bien-être de son peuple».

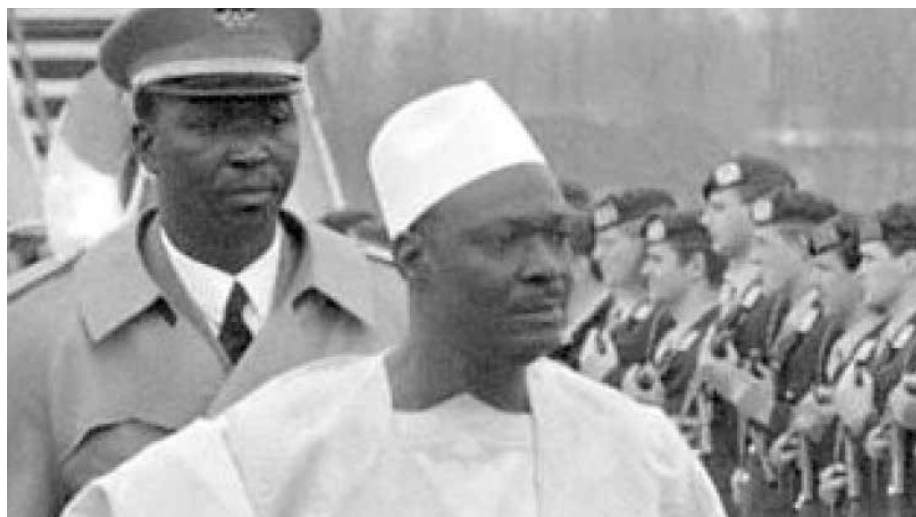
Son choix comme parrain de la 45e promotion de la prestigieuse École militaire Interarmes (EMIA) de Koulikoro au-delà de l'hommage mérité, est une revanche. Revanche non sur quelqu'un (même pas les démocrates menteurs), mais revanche sur le temps (tile te toxo dun), revanche sur les mensonges (kalon te bugu djo).

S'il y a dix ans jour pour jour (le 4 septembre 2013) le président élu du Mali proclamait solennellement que Moussa Traoré était un Grand Républicain, l'homme à lui rendu ce vendredi consacre, pour l'histoire, ad vitam ad aeternam, son patriotisme. Ne dit-on pas que le temps est l'autre nom de Dieu (le temps est le second nom de Dieu) ?

D'après Abou Houreira (qu'Allah l'agrée), le Prophète (que la prière d'Allah et Son salut soient sur lui) a dit : « Allah a dit: Le fils de Adam me cause du tort, il insulte le temps alors que je suis le temps. Le commandement se trouve dans ma main, c'est moi qui fais tourner la nuit et le jour » (Rapporté par Boukhari dans son Sahih n°7491 et Mouslim dans son Sahih n°2246). Dans le hadith rapporté par Mouslim d'après Abou Hourayra, 5827, le prophète (psl) a dit : N'injuriez pas le dahr (temps) car c'est Allah qui est le dahr.

Sacrée ironie de l'histoire : à la revanche de Moussa Traoré, son fils spirituel est aux commandes du gouvernement de la République, aux côtés du président patriote le colonel Assimi Goïta. Pour certains, c'est une claque. Mais le temps coule, et nous passons, dit le poète. Espérons enfin que s'apaisent les rancœurs et les hystéries, faute de se taire.

PAR ABDOULAYE OUATTARA
Source : Info- Matin



Homosexualité à Médina Coura : Les jeunes alertent et mettent en garde

Des jeunes du quartier populaire de Médina Coura ont manifesté, le vendredi dernier, pour dénoncer des pratiques malsaines auxquelles s'adonnent certains jeunes du quartier. Une manifestation jugée comme étant une mise en garde et d'alerte aux autorités, selon ses initiateurs.



■ ■ Abas l'homosexualité », « Abas les lesbiennes, « Abas les pédés », scandaient des jeunes de Médina Coura lors d'une manifestation spontanée tenue le vendredi 25 août contre la dépravation des mœurs dans leur quartier. Ce mouvement est né après la publication très malsaine d'une vidéo de deux jeunes du quartier s'adonnant à une pratique déshonorante sur les réseaux sociaux. Dans la vidéo de quelques secondes, les deux jeunes garçons s'embrassent en toute intimité.

« Nous tenons cette marche en guise d'alerte à nos autorités afin qu'elles comprennent ce qui passe dans notre quartier. Chez nous, de plus en plus, l'homosexualité est en train de devenir une pratique autorisée. Des jeunes

garçons ne se cachent plus pour se mettre en couple. Une atteinte à nos mœurs », a expliqué un marcheur, très remontré.

Pour lui, la scène de vidéo circulant sur les réseaux sociaux est illustrative du danger qui guette son quartier et la société malienne en générale contre lequel, préconise-t-il, il faut des mesures très fortes.

Si des pays en Occident ont autorisé cette pratique, dit-il, nous allons nous constituer en sentinelle pour la combattre afin de préserver nos valeurs traditionnelles et religieuses. « Nous allons mener ce combat qui est celui de notre survie et de la sauvegarde de notre identité », a-t-il déclaré.

Pour la stabilité du pays, appelle le jeune manifestant en colère, les autorités de la commune II et les chefs de quartiers doivent assumer leur responsabilité avant que la situation ne dégénère.

« En tout cas, si rien n'est fait, on ne va pas se contenter de marcher. Nous allons agir, car nous connaissons tous ceux qui font cette pratique », a menacé le jeune manifestant.

Un autre manifestant tenant un message « Lutter contre les lesbiennes et les pédés » ajoute « qu'ils (les homosexuelles) aillent là où s'est permis. Au Mali, tous nos textes s'opposent à cette pratique sans compter nos valeurs traditionnelles et religieuses. On veut qu'ils se conforment à notre société ou d'y quitter ».

Avant ce mouvement de protestation, lors de son sermon du vendredi, l'imam Oumar SOUMARE s'est indigné contre cette pratique tolérée dans son quartier et soutenue par certains responsables.

Il a appelé les autorités politiques, administratives, religieuses et coutumières à prendre des mesures contre cette pratique.

« Ce qui se passe à Médina Coura est un phénomène général à Bamako et encouragé par des personnes âgées. Ce combat est le nôtre. Et nous allons le mener jusqu'à nos derniers souffles. Il est du devoir de tous les musulmans de mener le combat contre cette pratique. De notre vivant, on ne laissera personne porter des coups à notre religion sans agir pour ne pas être complice », a déclaré l'imam SOUMARE, rappelant que sa mosquée avait été saisie par des jeunes du quartier qui se sont indignés face à cette pratique et qui souhaitent qu'il amplifie le message en vue d'alerter les autorités.

PAR SIKOU BAH
Source: Info-Matin

Niger : Dialogue entre Paris et Niamey sur le retrait des militaires français

Un échange est en cours entre les armées nigérienne et française afin de "faciliter les mouvements de moyens militaires français" présents au Niger, a confirmé mardi l'entourage du ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu. Les généraux, qui ont pris le pouvoir et destitué le président Mohamed Bazoum, exigent le départ des soldats français.

Dialogue Paris-Niamey concernant les militaires français au Niger. Des échanges sont en cours entre les deux armées afin de "faciliter les mouvements de moyens militaires français" présents dans le pays, a confirmé mardi 5 septembre l'entourage du ministre français de la Défense, Sébastien Lecornu.

"Il existe des échanges de coordination fonctionnelle entre les militaires localement pour faciliter les mouvements de moyens militaires français immobilisés depuis la

suspension de la coopération anti-terroriste" après le coup d'État de fin juillet, a indiqué l'entourage du ministre, sans préciser la nature de ces mouvements, leur ampleur ou leur déroulement, et sans mentionner de retrait.

Lundi, le Premier ministre nigérien nommé par les militaires au pouvoir, Ali Mahaman Lamine Zeine, a affirmé que des échanges avaient lieu pour obtenir le départ des soldats français. Les "échanges en cours devraient permettre leur retrait très rapidement", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

Environ 1 500 soldats français déployés au Niger

Le 3 août, les généraux qui ont pris le pouvoir au Niger par un coup d'État ont dénoncé plusieurs accords de coopération militaire avec

Paris, dont 1 500 soldats sont déployés dans le pays pour soutenir la lutte contre le djihadisme. L'un de ces accords contenait un préavis d'un mois qui a donc expiré dimanche, selon eux.

Ali Mahaman Lamine Zeine a toutefois assuré que son gouvernement espérait "maintenir une coopération avec un pays avec lequel nous avons partagé énormément de choses", si possible.

La France, ancienne puissance coloniale, réaffirme régulièrement qu'elle ne reconnaît pas les nouvelles autorités de Niamey et maintient pour le moment son ambassadeur et ses militaires au Niger, malgré les injonctions des nouvelles autorités ayant destitué le président Mohamed Bazoum.

La France est présente dans une enclave aérienne projetée à Niamey, située au sein d'une base militaire nigérienne, ainsi que sur deux postes avancés aux côtés des Nigériens dans la zone des Trois frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, réputée servir de refuge aux djihadistes de l'organisation État islamique.

■ Binadjon Doumbia



Aide alimentaire : Moscou offre des céréales à six pays, dont le Mali



Le président turc avait promis une annonce "très importante pour le monde", notamment pour les pays en développement, lors de sa rencontre avec Vladimir Poutine à Sotchi, en Russie, le lundi 4 septembre 2023. Le président turc a déclaré que six pays recevraient des vivres de la part de Moscou.

On espérait donc une relance des exportations de céréales en mer Noire, qui sont bloquées dans les ports ukrainiens depuis que Moscou a rejeté l'accord céréalier conclu sous l'égide de l'ONU et de la Turquie.

Au lieu de cela, Vladimir Poutine a promis des livraisons directes de céréales, mais seulement à quelques pays africains. Rien de bien nouveau, puisque c'est une promesse que le

dirigeant du Kremlin avait déjà faite lors du sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg en juillet. Il avait alors assuré que la Russie serait "en mesure d'assurer des livraisons gratuites de 25 à 50 000 tonnes de céréales au Burkina Faso, au Zimbabwe, au Mali, en Somalie, en République centrafricaine et en Érythrée." Tous ces pays ont au moins un point commun : ils n'ont pas condamné l'invasion de l'Ukraine lors du vote aux Nations unies.

Livraisons gratuites

Vladimir Poutine n'a pas précisé cette fois-ci les pays concernés. Il a assuré que "les négociations étaient presque terminées", que ces livraisons de céréales seraient gratuites, qu'elles auraient lieu dans les prochaines

semaines et que Moscou se tenait prêt à s'occuper de la logistique.

Face aux risques d'insécurité alimentaire causés par le blocage des céréales ukrainiennes, il est difficile de savoir ce que représentent réellement ces 25 à 50 000 tonnes offertes par la Russie. Pour donner un point de comparaison, pendant la mise en œuvre de l'accord céréalier, plus de 725 000 tonnes de blé ont quitté les ports ukrainiens à destination de l'Éthiopie, du Soudan, de la Somalie, du Kenya, de Djibouti, mais aussi du Yémen et de l'Afghanistan.

Pression sur les pays occidentaux

Le Programme alimentaire mondial (PAM) est notamment un important acheteur de céréales ukrainiennes destinées à l'Afrique. Depuis la guerre, la flambée des prix rend les achats d'autant plus compliqués.

Vladimir Poutine s'est dit aujourd'hui prêt à "envisager la possibilité de ressusciter l'accord, mais pour cela, les pays occidentaux doivent lever les sanctions qui pèsent sur les exportations russes. Recep Tayyip Erdogan affirme préparer de "nouvelles propositions" avec l'ONU, sans plus de précisions. Le calendrier est pourtant serré, avec l'arrivée de la récolte à l'automne.

Rappelons qu'avant même la crise actuelle, environ 3,3 millions de personnes, soit 13 % de la population, vivaient dans l'insécurité alimentaire. Dans la semaine qui a suivi l'annonce des sanctions, le prix moyen du riz a augmenté de 20 %. Les agriculteurs et les éleveurs locaux voient leurs moyens de subsistance diminuer en cette période critique où les greniers se vident à l'approche des récoltes. Si aucune action n'est entreprise, les jours et les semaines à venir seront cruciaux pour les populations au Niger.

■ Binadjon Doumbia



Élection à la FEMAFOOT : La FIFA avertit contre toute ingérence

L'élection prochaine du Président et du nouveau Bureau exécutif de la Fédération malienne de football (FEMAFOOT) s'annonce « litigieuse ». Prévue pour ce 29 août 2023, sa tenue dans un climat apaisé reste incertaine tant les positions des acteurs sont tranchées d'un camp à l'autre. Des prémices qui font craindre une nouvelle crise au sein de l'instance dirigeante du football malien, une préoccupation soulevée dans une lettre du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA, adressée à la FIFA. Dans sa réponse, l'instance dirigeante du football mondiale se dit incompétence à ce stade d'intervenir alors que toutes les voies à l'interne ne sont pas épuisées.

Les attentions sont tournées vers l'Assemblée générale électorale de la Fédération malienne de football prévue le mardi prochain. Les divergences entre les acteurs ont poussé le ministre de la Jeunesse et des Sports à écrire à la Fédération internationale de football pour qu'elle se penche sur le processus électoral de la FEMAFOOT après avoir remarqué, suite à des plaintes, que plusieurs textes ont été violés par la commission de recours chargée de la validation des listes pour l'élection du président de la FEMAFOOT prévu pour le 29 août 2023.

Dans sa réponse, FIFA affirme que le processus électoral de la Fédération malienne de football (FEMAFOOT) a retenu toute son attention, mais invite l'État à laisser les choses se poursuivre normalement, au risque d'être accusé d'ingérence.

« Après une analyse approfondie des termes de votre lettre (NDLR ministre de la Jeunesse et des sports) et des différentes pièces jointes, nous relevons, comme vous que pour tout litige concernant le processus électoral, les voies de recours prévues dans les textes doivent être poursuivies. En l'état,

nous considérons que cette affaire présente un caractère exclusivement interne, et ne relève pas de la compétence des organes de la FIFA. Il appartient alors aux plaignants d'épuiser les voies de recours autorisées par les Statuts et Règlements de la FEMAFOOT», a-t-elle tranché.

Pour garantir la transparence, «la FIFA, en relation avec la CAF, suit minutieusement l'évolution du processus électoral en vue du renouvellement des instances de la FEMAFOOT et exige le respect des textes par toutes les parties prenantes », a-t-elle mis en garde.

A cet égard, une délégation composée d'observateurs de la FIFA et de la CAF sera dépêchée par les deux institutions pour assister à l'assemblée générale électorale du 29 août 2023. Selon une source à la FEMAFOOT, cette délégation conjointe est attendue le 28 août à Bamako.

Pour tout le litige concernant le processus électoral, la FIFA demande que les voies de recours prévues dans les textes de la FEMAFOOT soient poursuivies.

A cet effet, la FIFA rappelle que l'article 89.6 des statuts de la FEMAFOOT prévoit que, « les décisions de la commission d'appel des

élections peuvent faire l'objet de recours devant le TAS, mais ce recours n'est pas suspensif ».

Enfin, pour garantir l'indépendance des organes des associations membres et la crédibilité de leurs décisions, l'article 19.2 des Statuts de la FIFA dispose que « les organes des associations membres de la FIFA ne peuvent être désignés que par voie d'élection ou de nomination interne. Les statuts des associations membres doivent prévoir une procédure démocratique leur assurant une indépendance totale lorsqu'elles procèdent aux élections et nominations. »

Enfin la lettre rappelle que les termes de l'article 14.1.i) des Statuts de la FIFA qui prévoient que « les associations membres de la FIFA ont l'obligation de diriger leurs affaires en toute indépendance et de veiller à ce qu'aucun tiers ne s'immisce, conformément à l'art. 19 des présents statuts. »

Déjà, une liste est officiellement en compétition après l'invalidation de la liste adverse dirigée par Salah BABY pour « double parrainage » au niveau du club AS Alençon de Koutiala. Tout en rejetant la décision le disqualifiant, M. BABY a saisi le Tribunal Arbitral du Sport dont le verdict est attendu alors que l'AG est prévue dans moins d'une semaine.

Dans tous les cas, pour le secrétaire général de la FEMAFOOT, Ibrahima TRAORE, c'est la liste de Mamadou TOURE dit Bavieux est en cours.

«Le présent processus électoral suivra son cours normal et les commissions électorales ont retenu une seule liste. Nous, nous avons le devoir de transmettre cela. Nous attendons donc le 29 août 2023 pour élire un nouveau Comité exécutif qui va diriger le football malien dans le prochain quadriennal », avait affirmé M. TRAORE.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : InfoMatin





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



Lion (22 juillet - 23 août)

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettrez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



Poisson (19 février - 21 mars)

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagerez au milieu d'incertitudes et vous pourrez d'ailleurs perdre pied.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23